

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Cyberattaques : un risque croissant pour l'économie canadienne

Par Marc Desormeaux, économiste principal

On dirait que les cyberattaques sont omniprésentes. Il y a récemment eu des [incidents en Colombie-Britannique](#), comme l'ont rapporté les médias, ainsi qu'une [fuite de données de premier plan dans le système de la bibliothèque publique de Toronto](#) et une [attaque dirigée vers quatre établissements d'enseignement du Québec](#) au début du mois. Par ailleurs, la [Revue du système financier](#) de l'an dernier et le Regard annuel sur le risque – Exercice 2024-2025 du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) ont mis en lumière le risque croissant que posent les incidents de cybersécurité. Le BSIF a aussi déclaré dernièrement que ces [incidents avaient presque triplé](#) en 2023, comparativement à l'année précédente. Quelles pourraient être les conséquences des cyberattaques pour l'économie canadienne et comment les gouvernements et les entreprises peuvent-ils se prémunir contre celles-ci?

Les répercussions possibles des cyberattaques sur l'économie sont nombreuses. Selon leur nature et leur durée, ces attaques peuvent interrompre les opérations des entreprises et perturber l'activité économique pendant un certain temps. Les risques qui en découlent sont importants pour les institutions financières, étant donné le rôle que ces dernières jouent dans l'offre de crédit à l'économie dans son ensemble. Les attaques peuvent miner la confiance dans le système financier et entraîner d'autres conséquences négatives.

Jusqu'à présent, les cyberincidents à l'échelle mondiale n'ont eu aucune incidence systémique, mais ce risque augmente, tout comme la fréquence des attaques et les dommages que causent ces méfaits. D'après une estimation réalisée par le Fonds monétaire international (FMI) en avril, [le nombre de cyberattaques mondiales a doublé par rapport à la période ayant précédé la pandémie de COVID-19](#). Environ 20 % de tous les

dommages constatés au cours des 20 dernières années à l'échelle mondiale ont été observés depuis 2020. L'accroissement des tensions géopolitiques, l'interdépendance des systèmes financiers mondiaux et le renforcement des liens avec l'économie réelle entraînent un risque de plus en plus marqué. Il en va de même pour les attentes relatives à l'adoption encore plus rapide des nouvelles technologies, comme l'intelligence artificielle (IA). Qui plus est, le mois dernier, le Forum économique mondial (FEM) a relevé un [manque de compétences en cybersécurité à l'échelle mondiale](#).

Ces tendances n'épargnent pas le Canada, comme l'ont souligné la Banque du Canada et le BSIF. Le Centre canadien pour la cybersécurité tient à jour une [page](#) exposant les risques croissants que pose l'adoption de l'IA générative. Le [rôle important que jouent les petites et moyennes entreprises \(PME\) dans l'économie canadienne](#) soulève également des questions. Selon le récent rapport du FMI, les PME doivent souvent encaisser les pertes les plus lourdes découlant de cyberincidents, et le FEM a souligné que ces entreprises risquent de plus en plus d'être laissées pour compte en raison de l'accélération de la mise en œuvre des nouvelles technologies.

Que peut-on faire? Aucun groupe d'entreprises privées, surtout lorsque les joueurs de plus petite taille y sont en plus grand nombre, ne peut éviter les risques systémiques; il faut donc une réglementation rigoureuse et une surveillance étroite de la part des gouvernements. Parmi les moyens possibles, il pourrait y avoir une collecte de données fiables, des mesures incitant les entreprises à adopter des pratiques prudentes en matière de gestion des risques liés à la cybersécurité ainsi que des sanctions pour les acteurs mal intentionnés. La flexibilité s'avère aussi essentielle étant donné le rythme auquel surviennent les

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques.....	5
-------------------------------	---	--------------------	---	------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne
Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Hélène Bégin, économiste principale • Marc Desormeaux, économiste principal • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste • Hendrix Vachon, économiste principal
Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2024, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

technologies et les menaces. En outre, l'enseignement et la formation axée sur les compétences pourraient aider à réduire les pénuries de main-d'œuvre au fil du temps. Les entreprises doivent toutefois aussi prendre des mesures, comme définir leurs chaînes d'approvisionnement sur le plan de la cybersécurité, recenser les zones potentiellement vulnérables et élaborer des plans d'urgence en cas de perturbations systémiques.

En définitive, il est moins coûteux d'investir dans les mesures dissuasives que de réagir aux attaques après-coup. Le FMI a déterminé que les pertes mondiales découlant directement d'incidents de cybersécurité depuis 2020 s'élèvent à 28 milliards de dollars (en termes réels). Toutefois, en tenant compte des facteurs indirects, comme les atteintes à la réputation et la perte d'affaires, les estimations des dommages varient de 1 % à 10 % du produit intérieur brut mondial!

Les cyberattaques présentent un risque croissant manifeste pour le Canada et le monde entier. Elles deviennent aussi de plus en plus graves à un moment où notre économie lourdement endettée et le marché de l'habitation s'adaptent encore aux effets de la forte hausse des taux d'intérêt. Pour éviter des répercussions négatives, les gouvernements et le secteur privé doivent se préparer dès maintenant et travailler ensemble.

À surveiller

MARDI 28 mai - 9:00

Mars	a/a
Consensus	7,30 %
Desjardins	7,30 %
Février	7,29 %

MARDI 28 mai - 10:00

Mai	Indice
Consensus	96,0
Desjardins	101,0
Avril	97,0

VENDREDI 31 mai - 8:30

Avril	m/m
Consensus	0,3 %
Desjardins	0,4 %
Mars	0,8 %

JEUDI 30 mai - 8:30

T1 2024	G\$
Consensus	-5,7
Desjardins	-5,4
T4 2023	-1,6

VENDREDI 31 mai - 8:30

T1 2024	taux ann.
Consensus	2,0 %
Desjardins	2,2 %
T4 2023	1,0 %

ÉTATS-UNIS

Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons existantes (mars) – Le prix des maisons existantes a connu un bond surprenant en février avec un gain mensuel de 0,6 %, le plus fort depuis octobre dernier. On ne s'attend pas à une croissance aussi forte pour le mois de mars. Le gain mensuel prévu est de 0,3 %, ce qui reste supérieur aux croissances enregistrées entre novembre et janvier. Une telle hausse amènerait la variation annuelle de l'indice S&P/Case-Shiller à demeurer à 7,3 %.

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board (mai) – L'indice de confiance du Conference Board est tombé en avril à son plus bas niveau depuis juillet 2022. En trois mois, soit depuis février, il a reculé de 13,9 points. Cette détérioration est venue en partie de la hausse des prix de l'essence et des anticipations de taux d'intérêt élevés pendant plus longtemps. On peut cependant s'attendre à un meilleur résultat pour le mois de mai. Les prix à la pompe sont en baisse depuis quelques semaines et la Bourse a récemment connu plusieurs bonnes séances. Les taux hypothécaires sont aussi légèrement en baisse. Ces facteurs sont tous positifs pour l'humeur des ménages, et ce, bien que l'indice de confiance de l'Université du Michigan et l'indice TIPP aient diminué en mai. On s'attend à ce que l'indice du Conference Board augmente de quelques points et repasse au-dessus de 100.

Dépenses de consommation (avril) – La consommation réelle a connu deux bons mois de croissance en février et en mars. Dans les deux cas, le gain a été de 0,5 %. Pour le mois de mars, on remarque que la progression de la consommation a été bien partagée entre les biens durables, les biens non durables et les services. On s'attend cependant à une hausse moins convaincante pour le mois d'avril. Cela reflète surtout la faiblesse des ventes au détail au cours du mois dernier. Un gain de 0,1 % de la consommation réelle est donc anticipé. La consommation nominale devrait afficher un gain de 0,4 % alors que le déflateur des dépenses devrait augmenter de 0,3 %. On s'attend d'ailleurs à ce que la variation annuelle du déflateur des dépenses totales de consommation demeure inchangée par rapport à mars, soit à 2,7 %. Pour le déflateur qui exclut les aliments et l'énergie, on pourrait voir un léger ralentissement de 2,8 % à 2,7 %.

CANADA

Compte courant du Canada (premier trimestre) – On s'attend à une détérioration importante du déficit du compte courant du Canada au premier trimestre de 2024, surtout en raison de la dégradation marquée du solde commercial pour les marchandises. En effet, les exportations nettes de biens du Canada ont été négatives au premier trimestre de 2024 pour une deuxième fois seulement en deux ans. Pendant ce temps, la balance commerciale des services a également pénétré un peu plus en territoire négatif.

PIB réel selon les dépenses (premier trimestre) – Le PIB réel selon les dépenses devrait avoir progressé de 2,2 % (variation trimestrielle à rythme annualisé) au premier trimestre de 2024, soit un peu moins que la dernière prévision de 2,8 % de la Banque du Canada. Les dépenses gouvernementales devraient jouer un rôle de premier plan, principalement en raison du retour au travail à la suite d'une grève survenue au Québec au trimestre précédent. La consommation des ménages a sans doute aussi contribué de façon notable à la croissance, puisque les ventes d'automobiles se sont maintenues à un rythme soutenu en début d'année. Cela contraste avec les investissements, puisque les modestes progrès réalisés en ce qui a trait aux investissements résidentiels et aux dépenses consacrées à la machinerie et au matériel ont sans doute été compensés par une contraction des investissements dans les ouvrages non résidentiels. Par ailleurs, les exportations nettes ont probablement plombé la croissance globale, puisque les exportations ont diminué, alors que les importations ont augmenté, soutenant ainsi une contribution positive modeste à la croissance de la part des stocks.

VENDREDI 31 mai - 8:30

Mars	m/m
Consensus	0,0 %
Desjardins	0,0 %
Février	0,2 %

PIB réel par industrie (mars) – Le PIB réel par industrie devrait demeurer pratiquement inchangé en mars, conformément à l'estimation préliminaire de Statistique Canada. La production des secteurs des biens devrait expliquer en grande partie la faiblesse, notamment dans le secteur des ressources. Les autres secteurs producteurs de biens présentaient des résultats plus mitigés. Il en va de même pour les secteurs des services, même si les secteurs du commerce de gros et de l'hébergement ont sans doute freiné la croissance globale. Pour le mois d'avril, la production devrait se redresser après la faiblesse observée en mars, surtout en raison d'un rebond des activités liées aux ressources.

 OUTRE-MER
 JEUDI 30 mai - 19:30

Avril	m/m
Consensus	0,7 %
Mars	-1,2 %

Japon : ventes au détail (avril) – Les ventes au détail au Japon affichent beaucoup de volatilité depuis l'été dernier. On remarque notamment la baisse de 1,2 % en mars, qui suivait un bond de 1,7 % en février. Néanmoins, on sent que la situation est difficile pour les ménages nippons. La consommation réelle a de nouveau diminué au premier trimestre de 2024 et a contribué négativement à la variation non annualisée de -0,5 % du PIB réel japonais. Cela représente un quatrième trimestre consécutif de baisse de la consommation réelle. Une meilleure progression des ventes au détail en avril, comme prévu par le consensus, serait cependant de bon augure pour le deuxième trimestre.

 JEUDI 30 mai - 21:30

Mai	
Consensus	nd
Avril	51,7

Chine : Indice PMI composite (mai) – L'indice PMI composite est passé de 52,7 en mars à 51,7 en avril. Le recul s'est principalement concentré dans le secteur non manufacturier (-1,8), notamment du côté des services (-2,1). Cela dit, l'indice manufacturier (-0,4) a aussi connu une baisse le mois dernier. Cette modération des indices PMI est cohérente avec le ralentissement attendu de la croissance économique en Chine. Le marché immobilier ainsi que la consommation demeurent bien enlisés. Toutefois, les dernières mesures de soutien du gouvernement laissent présager un changement de tactique priorisant davantage la consommation que les politiques industrielles. Bien qu'il soit trop tôt pour en observer les résultats, les données de mai offriront plus d'informations sur le contexte économique chinois au second trimestre.

 VENDREDI 31 mai - 5:00

Mai	a/a
Consensus	2,5 %
Avril	2,4 %

Zone euro : Indice des prix à la consommation (mai – préliminaire) – De grands progrès ont déjà été accomplis du côté de l'inflation eurolandaise. La variation annuelle de l'indice total des prix à la consommation est passée d'un sommet de 10,6 % à l'automne 2022 à seulement 2,4 % en avril dernier. L'inflation se rapproche ainsi de la cible de 2 % de la Banque centrale européenne (BCE) et même l'inflation de base, à 2,6 %, se montre plutôt modérée. De nouveaux ralentissements de la variation des prix en mai convaincraient les dirigeants de la BCE de décréter une première baisse de taux le 6 juin.

Indicateurs économiques

Semaine du 27 au 31 mai 2024

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 27	---	Marchés fermés (<i>Memorial Day</i>)				
MARDI 28	0:55	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, L. Mester				
	9:00	Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons (a/a)	Mars	7,30 %	7,30 %	7,29 %
	9:55	Discours du président de la Réserve fédérale de Minneapolis, N. Kashkari				
	10:00	Confiance des consommateurs	Mai	96,0	101,0	97,0
	13:05	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, L. Cook				
MERCREDI 29	14:00	Publication du <i>Livre Beige</i>				
	19:00	Discours du président de la Réserve fédérale d'Atlanta, R. Bostic				
JEUDI 30	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	20-24 mai	218 000	219 000	215 000
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T1d	1,3 %	1,6 %	1,6 %
	8:30	Balance commerciale de biens – préliminaire (G\$ US)	Avril	-91,3	-90,6	-91,8
	8:30	Stocks des détaillants (m/m)	Avril	nd	nd	0,3 %
	8:30	Stocks des grossistes – préliminaire (m/m)	Avril	-0,1 %	nd	-0,4 %
	10:00	Ventes en suspens de maisons existantes (m/m)	Avril	-0,6 %	nd	3,4 %
	12:05	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	17:00	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Dallas, L. Logan				
VENDREDI 31	8:30	Revenu personnel (m/m)	Avril	0,3 %	0,2 %	0,5 %
	8:30	Dépenses de consommation (m/m)	Avril	0,3 %	0,4 %	0,8 %
	8:30	Déflateur des dépenses de consommation				
		Total (m/m)	Avril	0,3 %	0,3 %	0,3 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Avril	0,3 %	0,2 %	0,3 %
		Total (a/a)	Avril	2,7 %	2,7 %	2,7 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Avril	2,8 %	2,7 %	2,8 %
	9:45	Indice PMI de Chicago	Mai	40,9	41,0	37,9
CANADA						
LUNDI 27	---	---				
MARDI 28	8:30	Indice des prix des produits industriels (m/m)	Avril	nd	1,3 %	0,8 %
	8:30	Indice des prix des matières brutes (m/m)	Avril	nd	3,0 %	4,7 %
MERCREDI 29	---	---				
JEUDI 30	8:30	Compte courant de la balance des paiements (G\$)	T1	-5,69	-5,40	-1,62
VENDREDI 31	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Mars	0,0 %	0,0 %	0,2 %
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T1	2,0 %	2,2 %	1,0 %

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (-4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 27 au 31 mai 2024

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
LUNDI 27								
Japon	1:00	Indicateur avancé – final	Mars	nd		111,4		
Japon	1:00	Indicateur coïncident – final	Mars	nd		113,9		
Allemagne	4:00	Indice ifo – climat des affaires	Mai	90,5		89,4		
Allemagne	4:00	Indice ifo – situation courante	Mai	89,8		88,9		
Allemagne	4:00	Indice ifo – situation future	Mai	90,8		89,9		
MARDI 28								

MERCREDI 29								
Japon	1:00	Confiance des consommateurs	Mai	39,5		38,3		
Allemagne	2:00	Confiance des consommateurs	Juin	-22,2		-24,2		
France	2:45	Confiance des consommateurs	Mai	91		90		
Zone euro	4:00	Masse monétaire M3	Avril		1,3 %		0,9 %	
Italie	4:00	Confiance des consommateurs	Mai	95,7		95,2		
Italie	4:00	Confiance économique	Mai	nd		95,8		
Allemagne	8:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mai	0,2 %	2,4 %	0,5 %	2,2 %	
JEUDI 30								
Italie	4:00	Taux de chômage	Avril	7,3 %		7,2 %		
Zone euro	5:00	Confiance des consommateurs – final	Mai	nd		-14,3		
Zone euro	5:00	Confiance des industries	Mai	-9,6		-10,5		
Zone euro	5:00	Confiance des services	Mai	6,5		6,0		
Zone euro	5:00	Confiance économique	Mai	96,2		95,6		
Zone euro	5:00	Taux de chômage	Mai	6,5 %		6,5 %		
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation – Tokyo	Mai		2,2 %		1,8 %	
Japon	19:30	Taux de chômage	Avril	2,6 %		2,6 %		
Japon	19:50	Production industrielle – préliminaire	Avril	1,5 %	-1,1 %	4,4 %	-6,2 %	
Japon	19:50	Ventes au détail	Avril	0,7 %	1,8 %	-1,2 %	1,2 %	
Chine	21:30	Indice PMI composite	Mai	nd		51,7		
Chine	21:30	Indice PMI manufacturier	Mai	50,4		50,4		
Chine	21:30	Indice PMI non manufacturier	Mai	51,5		51,2		
VENDREDI 31								
Japon	1:00	Mises en chantier	Avril		-0,2 %		-12,8 %	
Royaume-Uni	2:00	Prix des maisons – Nationwide	Mai	0,1 %	0,8 %	-0,4 %	0,6 %	
Allemagne	2:00	Ventes au détail	Avril	-0,1 %	nd	2,3 %	-2,2 %	
France	2:45	Dépenses de consommation	Avril	0,2 %	1,4 %	0,4 %	0,5 %	
France	2:45	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mai	0,2 %	2,4 %	0,5 %	2,2 %	
France	2:45	PIB réel – final	T1	0,2 %	1,1 %	0,2 %	1,1 %	
Italie	4:00	PIB réel – final	T1	0,3 %	0,6 %	0,3 %	0,6 %	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mai	0,2 %	2,5 %	0,6 %	2,4 %	
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mai	0,2 %	0,7 %	0,1 %	0,8 %	

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT - 4 heures).